

- Ce dimanche s'ouvre, à Pékin, le XX^e Congrès du Parti communiste.
- Il va définir les grandes options politiques du régime et renouveler en profondeur le personnel dirigeant.
- Il devrait surtout consacrer l'emprise du président chinois.

Un XX^e Congrès du PCC à la gloire de Xi Jinping

Éclairage Philippe Paquet

Le XX^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC) s'ouvre ce dimanche à Pékin. Un rituel à grand spectacle renouvelé tous les cinq ans par une formation politique créée dans la clandestinité en 1921, arrivée au pouvoir (qu'elle exerce depuis sans partage) avec la fondation de la République populaire de Chine (RPC) en 1949, et forte aujourd'hui de 96 millions de membres – qu'on songe à l'énormité de ce chiffre: si le PCC était un pays, il compterait parmi les dix plus peuplés de la planète.

Un vingtième congrès, c'est un jalon important dans la longue marche de la Chine moderne, mais le chiffre a aussi une résonance fâcheuse: le XX^e Congrès du père de tous les partis communistes, celui de l'URSS, fut, en 1956, le congrès de la rupture, avec la déstalinisation orchestrée par Nikita Khrouchtchev – un changement de cap qui horrifia Mao et les siens. Le XX^e Congrès du PC chinois devrait être bien différent puisqu'il doit consacrer à la tête du régime celui qui en est devenu l'homme fort en 2012: Xi Jinping. Cette démonstration de continuité doit, toutefois, s'accommoder d'une rupture – avec les principes de succession au sommet de la hiérarchie. Une rupture que d'aucuns assimilent avec appréhension à un grand bond en arrière.

La charte du Parti communiste chinois ne dit rien du nombre de mandats que l'on peut exercer dans ses diverses instances, ni de l'âge auquel il s'imposerait de céder la place pour partir à la retraite. Des règles tacites ont, cependant, fini par s'imposer. L'une limite à trois les mandats succes-

sifs au même niveau de pouvoir et à deux les mandats dans la même fonction. L'autre interdit de promouvoir ou de maintenir dans sa position un dirigeant qui a 68 ans ou plus lors de la convocation d'un congrès du PCC. Depuis vingt ans, aucun membre du tout-puissant Comité permanent du Bureau politique n'a ainsi été nommé ou reconduit à 68 ans ou plus. Aucun n'a été pensionné à 67 ans ou moins.

Une double entorse aux règles tacites du Parti

Or, comme secrétaire général du PC chinois, Xi Jinping achève, à 69 ans, un deuxième mandat qui devrait, pour cette double raison, être le dernier. L'homme a, cependant, manifesté depuis longtemps l'intention de ne pas se plier à des contraintes qui, selon lui, ne s'appliquent pas au dirigeant suprême. Et d'autant moins que, animé d'une ambition elle aussi illimitée, il entend rivaliser en stature avec les plus grands dirigeants historiques du régime: Mao Zedong et Deng Xiaoping. L'un et l'autre ne se sont pas embarrassés du nombre de mandats ou de l'âge de la retraite. Le premier est resté au pouvoir jusqu'à sa mort à 82 ans. Le second a embarrasé la Chine dans sa fameuse "politique de réforme et d'ouverture" alors qu'il avait déjà 74 ans.

Pour préparer ce qui s'apparente aujourd'hui à un coup de force, et fait craindre à beaucoup un retour à l'absolutisme pratiqué du temps de Mao, Xi Jinping a fait amender la Constitution chinoise en mars 2018 pour y abroger la limite de deux mandats à la présidence de la République populaire. Pourquoi? Parce que, depuis 2003 et le règne de Jiang Zemin, le chef du Parti est aussi le chef de

l'État (il est aussi le chef des armées, via la présidence de la Commission militaire centrale). Continuer à diriger le Parti sans pouvoir continuer à diriger l'État n'était pas envisageable, ne serait-ce que parce que la fonction présidentielle permet seule de traiter d'égal à égal, protocolairement, avec les plus hauts dignitaires étrangers.

Un système de parti unique et tout-puissant

Présider la République sans présider le Parti ne serait pas davantage concevable, sous peine d'opérer dans une coquille vide. Dans le système d'État-Parti dont la Chine s'est dotée, tout le pouvoir appartient, en effet, au parti unique. Ce sont ses diverses instances, formant une pyramide dont le secrétaire général occupe la pointe, qui prennent les décisions. Le Parlement, qui se réunit en séance plénière une fois l'an, au printemps, ne sert qu'à leur donner un vernis légal (et pseudo-démocratique) en transformant au besoin les politiques du PCC en lois de la RPC. Le gouvernement et les détenteurs de l'autorité aux échelons inférieurs (gouverneurs de provinces et régions autonomes, maires des municipalités spéciales et des villes, chefs de villages...) se bornent à les exécuter, sans réel pouvoir d'initiative.

La toute-puissance du Parti communiste explique pourquoi la convocation de ses Congrès marque le temps fort de la vie politique en Chine. Les plus récents ont duré en moyenne une semaine et ont réuni, toujours à Pékin, entre deux et trois mille délégués. Le Congrès remplit deux tâches essentielles, qu'on peut résumer en deux mots: orientations et nominations. La lecture de rapports fleuves, à commencer par celui du secrétaire général, livre le bilan des cinq années écoulées et dévoile les objectifs pour les cinq prochaines. On attend, cette fois, non seulement les habituelles in-

Xi Jinping a fait amender la Constitution pour briguer un troisième mandat.



Le Congrès du Parti communiste chinois est d'abord un grand spectacle réglé comme du papier à musique. Les partitions ne tolèrent aucune fausse note dans leur exécution.

formations sur le développement de l'économie chinoise (taux de croissance, priorités sectorielles, ambitions nouvelles, etc.), mais également des indications sur l'avenir de la très controversée politique du "zéro Covid", ou sur le positionnement chinois dans la guerre russo-ukrainienne et le choix qui a été fait de privilégier l'alliance avec Moscou aux dépens des relations de la Chine avec ses principaux partenaires économiques (États-Unis, Union européenne, Japon).

Des nominations en deux temps

L'autre grand sujet d'attention concerne le renouvellement du personnel dirigeant. Il se fait toujours en deux étapes. Dans un premier temps, le Congrès élit, d'une part, le Comité central et, d'autre part, la Commission centrale d'inspection de la discipline (un organe chargé de veiller au grain dans les rangs du Parti et notamment d'y traquer la corruption). Dans un deuxième temps, au lendemain de la clôture du Congrès, le Comité central nouvellement élu (fort de quelque 200 membres effectifs et presque autant de suppléants) tient sa première séance plénière, appelée *plénum*, lors de laquelle seront choisis les membres du Bureau politique (qui compte aujourd'hui 25 membres, un effectif devenu constant), le Comité permanent de celui-ci et, en son sein, le secrétaire général. Le Comité central désigne aussi les membres de la Commission militaire centrale.

Avec ses sept membres (le nombre a varié, selon les époques, de cinq à neuf), le Comité permanent du Bureau politique forme le saint des saints du régime communiste chinois, le siège d'un pouvoir absolu, mais aussi collégial, qui restreint la marge de manœuvre du secrétaire général dans une mesure qui dépend de la personnalité de ce dernier – cette marge semble être redevenue plus conséquente avec Xi Jinping. C'est aussi ce Comité permanent,

éventuellement élargi à d'autres membres du Bureau politique et à des personnages influents en dehors (comme des anciens dirigeants restés actifs en coulisse), qui décide des nominations aux différents échelons. Car il ne faut pas s'y tromper: si l'on verra bien les délégués au Congrès ou les membres du Comité central voter diligemment sous l'œil des caméras, les listes d'heureux élus ont été établies à l'avance et ne demandent qu'à être approuvées à une quasi-unanimité. Les partitions du PC chinois ne tolèrent aucune fausse note dans leur exécution.

Un renouvellement en profondeur

Tous les regards sont concentrés, cette année, sur Xi Jinping et sur l'obtention ou non du troisième mandat de secrétaire général qu'il convoite. Ce n'est, toutefois, pas le seul centre d'intérêt du XX^e Congrès, tant s'en faut. On estime que les deux tiers des membres du Comité central seront remplacés, ainsi que la moitié du Bureau politique et presque tout son Comité permanent. Il faudra donc analyser le profil des nouveaux venus et, en particulier, de ceux qui sont appelés aux plus hautes instances: leur âge, leur parcours et leur allégeance. En somme, passeront-ils pour être des partisans, voire des proches, de Xi Jinping? Dans l'affirmative, cela signifiera que le secrétaire général, s'il s'est reconduit, aura aussi consolidé ses assises et renforcé son emprise sur le Parti.

On observera également si le PC chinois fait enfin une place aux femmes. Mao proclama que la moitié du ciel est portée par les femmes. Cela ne se remarque nullement à la direction du parti qu'il a longtemps présidé. On ne compte que dix femmes sur les 204 membres du Comité central sortant (elles n'étaient déjà que dix dans le précédent). Il n'y en a qu'une au Bureau politique actuel (contre deux dans le précédent) et aucune au Comité permanent (une

tradition au sommet du pouvoir). Il va sans dire que le chef du Parti a toujours été un homme.

Les minorités ethniques ne sont pas mieux loties. Au nombre officiellement de cinquante-cinq, au côté de la majorité han, elles représentent un peu moins de 9% de la population. Elles ne disposaient que de seize représentants (dont trois femmes) dans le Comité central sortant. Elles n'en avaient aucun au Bureau politique et, a fortiori, dans son Comité permanent.

Une affaire d'hommes, de Han et de vieux

Le pouvoir, en Chine, est donc resté une affaire d'hommes, de Chinois de l'ethnie han, et de vieux – tous les membres du Comité permanent ont plus de 60 ans. Cette réalité ne devrait pas être fondamentalement altérée par le Congrès puisque, si l'on en juge par les nominations intervenues en 2021 et 2022 à la tête des provinces et municipalités spéciales, la génération montante est née dans les années 1960. C'est elle qui va logiquement investir les organes dirigeants du Parti.

Verra-t-on émerger, parmi les promus, la personnalité susceptible de succéder à Xi Jinping, le moment venu? L'entrée de Xi au Comité permanent du Bureau politique lors du XVII^e Congrès, en 2007, puis sa désignation comme vice-président de la République l'année suivante, avaient fait de lui le candidat naturel à la succession de Hu Jintao aux postes de secrétaire général en 2012 et de président en 2013. Le contexte est différent aujourd'hui puisqu'on ignore quand ces postes seront vacants, d'aucuns prêtant à Xi Jinping l'intention de s'accrocher indéfiniment au pouvoir. Les "pékinologues" en sont donc réduits, pour l'heure, à deviner qui prendra la relève de Li Keqiang comme chef du gouvernement. La réponse ne viendra, cependant, qu'en mars prochain, lors de la session annuelle du Parlement auquel il revient d'officialiser la nomination du Premier ministre, comme celle du président de la République.

“Les mesures prises par le gouvernement chinois visent à siniser les Tibétains”

Entretien Sabine Verhest

A lors que s'ouvre le XX^e Congrès du Parti communiste chinois, dimanche, les droits et libertés des minorités – ouïghoure et tibétaine notamment – ne cessent de se détériorer. Norzin Dolma, ministre des Relations internationales du gouvernement tibétain en exil, installé à Dharamsala en Inde, est venue attirer l'attention, vendredi à Bruxelles, sur les attaques contre l'identité, la culture, les traditions tibétaines au sein de la République populaire de Chine.

Sachant que la répression s'est amplifiée sous son règne, qu'attendez-vous du président Xi Jinping ?

On a pu observer, sous son leadership, un durcissement des politiques sur tous les fronts, une aggravation de la situation des droits de l'homme et de la répression. Il va consolider son pouvoir sur le plus long terme et nous n'avons donc pas beaucoup d'espoir. À la lumière des dix années passées, il y a de quoi être un peu pessimiste.

L'une des principales priorités du gouvernement tibétain en exil est la résolution du conflit sino-tibétain. Comment comptez-vous relancer le dialogue, alors que les derniers pourparlers officiels remontent à 2010 ?

Notre priorité est de relancer le dialogue sino-tibétain, mais le gouvernement chinois doit manifester la volonté politique de s'y intéresser aussi, et voir l'intérêt qu'il y a à résoudre le conflit. Nous, de notre côté, sommes totalement engagés dans l'approche de la voie du milieu (qui vise à obtenir une autonomie véritable au sein de la République populaire de Chine, NdLR), nous avons déployé tous les efforts possibles pour convaincre le gouvernement chinois des avantages de cette approche, qui permet une solution gagnant-gagnant pour les deux parties concernées. J'espère que le gouvernement chinois verra l'avantage de venir à la table des négociations pour résoudre ce conflit qui dure depuis si longtemps. Mais nous ne reculons pas pour autant sur la situation critique des droits de l'homme au Tibet, nous continuerons à porter la voix des Tibétains sans voix.

Quelles sont vos principales préoccupations pour les Tibétains vivant au Tibet en ce moment ? La collecte arbitraire d'échantillons d'ADN ou le développement d'internats pour enfants tibétains ont récemment été dénoncés...

Notre principale préoccupation est que toutes les mesures prises et mises en œuvre par le gouvernement chinois au Tibet visent à siniser les Tibétains, ce qui conduit à l'éradication de notre culture, de notre religion et de notre identité nationale. C'est l'objectif ultime du gouver-



Norzin Dolma, le 14 octobre 2022 à Bruxelles.

nement chinois, et les pensionnats coloniaux s'inscrivent dans cette logique. Nous avons récemment appris que pas moins de 90 000 enfants tibétains, à partir de trois ans à peine, avaient été enlevés de force à leur famille et placés dans des internats. Ils se voient inculquer un endoctrinement politique basé sur l'idéologie communiste chinoise et sont ainsi privés de la possibilité d'étudier et d'apprendre la langue tibétaine. Ils sont également privés de la possibilité d'apprendre les pratiques et les habitudes culturelles simples que l'on peut acquérir en restant dans sa famille. C'est très inquiétant car il nous revient que ces élèves, lorsqu'ils rentrent chez eux pour les vacances, ne savent pas parler tibétain, ils ne parlent que le chinois. Si c'est le cas, il ne faudra pas attendre longtemps avant que l'identité tibétaine soit totalement éradiquée...

“Nous continuerons à porter la voix des Tibétains sans voix [en Chine].”

Norzin Dolma
Membre du gouvernement tibétain en exil

Une guerre a été déclenchée en Europe, les Ouïghours sont victimes, selon l'Onu, de crimes contre l'humanité perpétrés par le régime communiste chinois. Le Tibet est sorti des radars. Comment comptez-vous sensibiliser les Européens, notamment,

pour qu'il ne soit pas oublié ?

La situation est difficile. D'une part, le conflit sino-tibétain dure depuis très longtemps. Et, d'autre part, l'attention majeure se porte sur la guerre en Ukraine et sur le Xinjiang. Mais le fait que ce qui se passe au Xinjiang est mis en scène internationale valide ce que les Tibétains dénoncent depuis des années, en termes d'occupation, de violations des droits fondamentaux, en termes d'éducation, de religion, d'environnement, de santé, etc. Et la guerre russe en Ukraine est une répétition de ce que le gouvernement chinois a fait au Tibet

dans les années 1950: une agression, une invasion.

Quel rôle devrait jouer l'Inde, selon vous, dans le dialogue avec la Chine ?

D'une part, du point de vue humanitaire, nous sommes absolument reconnaissants envers le gouvernement et le peuple indiens pour leur générosité, pour leur hospitalité depuis toutes ces années. D'autre part, du point de vue politique, Sa Sainteté (le Dalai-Lama, leader spirituel des Tibétains, NdLR) avait l'habitude de dire que la politique tibétaine de l'Inde était excessivement prudente. Mais, ces derniers temps, l'Inde a pris de l'assurance en raison de ses propres problèmes avec la Chine, elle essaie de jouer un rôle plus global et son attitude excessivement prudente est devenue prudente. C'est donc un bon signe.

Un panel d'experts chinois a très récemment revendiqué une autorité absolue sur la réincarnation du XIV^e Dalai-Lama, affirmant qu'il ne s'agit pas d'une “question purement religieuse”, “mais d'une question politique majeure”. Que leur répondez-vous ?

Le processus de réincarnation implique des traditions et des pratiques religieuses et spirituelles très complexes. Pour comprendre la réalité de la réincarnation, il faut croire au concept de renaissance, au concept de karma, il faut avoir cette croyance dans l'esprit et la conscience. Or, le gouvernement chinois est athée. Pendant de nombreuses années, il a vilipendé Sa Sainteté le Dalai-Lama, le faisant passer pour un démon. Le fait qu'il entende interférer dans ce processus très religieux est inacceptable pour nous. Il l'utilise comme un outil politique, non seulement pour manipuler, mais aussi pour assurer la légitimité de son rôle au Tibet. Nous affirmons catégoriquement que le gouvernement chinois n'a pas le droit d'interférer dans cette tradition ancestrale. La sélection de sa réincarnation appartient totalement à Sa Sainteté.

La campagne électorale qui a précédé l'élection d'un nouveau président de l'Administration centrale tibétaine en exil, l'an dernier, a été particulièrement dure avec, en toile de fond, une crise constitutionnelle. Comment donner une meilleure image de la démocratie tibétaine qui se développe en exil (à défaut de pouvoir exister en Chine) ? Les défis auxquels nous sommes confrontés font partie intégrante d'une transition en cours. Notre démocratie est jeune et doit relever un ensemble unique de défis. Contrairement aux autres démocraties, qui vivent dans des États indépendants, nous fonctionnons en exil. Nous travaillons dans deux directions fondamentales, la démocratisation en exil et la restauration de la liberté au Tibet. Je pense que nous surmonterons nos difficultés parce que nous avons un objectif plus grand à réaliser.